

Point de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-américaines, le retrait des forces françaises d'Afghanistan, la crise de la Zone euro, le nucléaire iranien et sur la situation en Syrie, à Washington le 18 mai 2012.

Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie d'être présents pour cette conférence de presse. J'ai rencontré ce matin le président Obama, puis ensuite déjeuné avec Hillary Clinton et ses collaborateurs, et ce soir je serai à Camp David pour le G8. Je voulais que mon premier déplacement hors d'Europe, une fois investi président de la République, puisse être ici à Washington. L'occasion m'en a été fournie par la rencontre du G8, et par le sommet de Chicago.

J'ai rappelé au président Obama le prix que j'attachais à la relation entre la France et les Etats-Unis. Nous sommes les héritiers d'une longue histoire, où malgré les épreuves, ou à cause des épreuves, et en dépit de différents qui ont pu parfois opposer nos deux pays, nous avons toujours su nous rassembler et nous réunir sur les sujets essentiels. Et il en sera de même pour les mois qui viennent. J'ai insisté sur l'enjeu de la croissance. J'en ai fait un thème, vous le savez, des négociations qui vont s'ouvrir dans les conseils européens par rapport au pacte budgétaire pour y ajouter le pacte de croissance. Mais je veux en faire aussi un thème mondial, car nous sommes dans des économies interdépendantes, et ce qui se passe dans la zone euro a des conséquences sur l'économie américaine, de la même manière, et nous l'avons vu ces dernières années, ce qui peut se produire aux Etats-Unis a un impact sur nos propres économies dans l'Union Européenne.

De la même façon, la relation que nous avons avec la Chine doit être pensée avec cohérence, parce que ce que nous réclamons aux Chinois, la réciprocité, une convertibilité à terme de leur monnaie, le respect d'un certain nombre de règles, nous devons aborder ces questions ensemble. Le président Obama, sur la croissance, m'a confirmé qu'il y attachait du prix, et que nous avons les mêmes principes. Nous les rappellerons au G8. Nous sommes et je suis convaincu que nous devons mettre de l'ordre dans nos finances publiques, ça vaut en Europe, ça vaut ici aux Etats-Unis. Mais nous devons aussi donner à la croissance toute sa place, par des moyens qui peuvent être différents, qui tiennent à l'amélioration de la compétitivité, à des échanges plus faciles, mais aussi à des investissements d'avenir, à une mobilisation de l'épargne, à une coordination des politiques économiques. Et donc la croissance sera le grand enjeu des prochaines semaines et des prochains mois.

Le second sujet que j'ai voulu aborder, même si le sommet de Chicago permettra de donner encore davantage de précisions, c'est la confirmation de la décision que j'ai prise, et que j'avais annoncée avant les élections qui ont eu lieu le 6 mai, c'est-à-dire le retrait des forces combattantes d'Afghanistan à la fin de l'année 2012. Nous avons, depuis plusieurs jours, fait en sorte que cet engagement puisse être non seulement respecté mais puisse être compris par nos partenaires, et ça restera dans le cadre du traité qui a été signé entre la France et l'Afghanistan, même s'il n'a pas été encore ratifié, et ça se fera toujours dans le cadre de l'ISAF, c'est-à-dire de l'OTAN. Mais, à la fin de l'année 2012, il n'y aura plus de troupes combattantes françaises en Afghanistan.

Nous avons longuement parlé aussi d'autres sujets. J'étais accompagné par le ministre des affaires étrangères Laurent Fabius, par le ministre de l'économie et des finances Pierre Moscovici, et par mes équipes, et nous avons abordé la question de l'Iran. Nous y reviendrons là encore à Camp David. Mais nous, nous voulons marquer une fermeté, et en même temps faire en sorte que la négociation puisse être pleinement utilisée, pour mettre les Iraniens devant leurs responsabilités. Et nous eu une convergence de vue le président Obama et moi-même là-dessus, ce qui permettra à Bagdad d'avancer puisqu'une réunion est prévue. La Syrie est également une de nos préoccupations. Nous donnerons toute la place aux observateurs et à la mission de Kofi Anan, et nous continuerons à faire pression sur les Syriens et à faire en sorte que le conseil de sécurité, et notamment par rapport à la position des Russes puisse être également pleinement mobilisé par rapport à la solution politique qu'il nous convient de trouver en Syrie.

Voilà sur les sujets que je voulais présenter, je vais répondre à vos questions, c'est surtout l'état d'esprit qui comptait. C'est jamais facile après une alternance, alors qu'un travail a été mené avec un président, de se retrouver en face d'un autre. Même si sans doute, le président Obama était informé et préparé, mais ça s'est fait dans un excellent climat, sans qu'il y ait eu besoin de mettre en question ce qui avait été fait et moi non plus, dans le passé. Mais nous sommes dans un nouveau temps, et je veux donner un nouveau cours à la relation entre la France et les Etats-Unis, relation qui doit être d'amitié, de confiance, et en même temps de franchise. Franchise et loyauté. Franchise pour dire ce que sont nos positions, loyauté car une fois que nous avons trouvé une position commune, un accord, nous devons faire en sorte de lui donner sa pleine efficacité. Et, ensuite, avec la secrétaire d'Etat, Mme Clinton, nous avons traduit un certain nombre de nos politiques pour que nous puissions leur donner la plus grande efficience, par rapport notamment à une question qui me préoccupe, et qui également est présente dans les priorités américaines, c'est la zone du Sahel. D'abord parce que nous y avons des otages, mais aussi parce qu'il y a une instabilité, une présence d'Aqmi, et un risque pour un certain nombre d'Etats, à commencer par le Mali. Donc nous ferons en sorte de concentrer nos actions par rapport aussi à cette partie du continent africain, continent africain auquel je suis très attaché.

Voilà, je peux répondre autant que vous voulez à vos questions.

QUESTION -- M. le Président. Il y a quatre dirigeants de l'Union européenne qui vont participer à ce G8, Mme Merkel, M. Cameron, M. Monti et vous-même. Est que, d'abord, avec Barack Obama vous avez parlé de la crise grecque ? Que sont prêts à faire les Américains pour la Grèce ? Et deuxièmement est-ce que vous comptez faire une mini-réunion à l'intérieur du G8 entre dirigeants européens sur la crise de la zone euro et notamment sur l'urgence grecque ?

LE PRESIDENT -- D'abord, lorsque j'ai rencontré Mme Merkel, c'était mardi soir, nous avons évoqué la situation de la Grèce, et, notamment sur le plan politique, de nouvelles élections venaient d'être décidées. Nous avons Mme Merkel et moi-même affirmé notre souhait que la Grèce soit toujours dans la zone euro et que nous devons tout faire pour lui permettre d'y rester. Ce qui suppose d'abord que les Grecs eux-mêmes y consentent, c'est l'enjeu aussi des élections, et ensuite que l'Europe envoie des signaux vers la Grèce pour lui dire tout l'attachement que nous portons à sa participation à la zone euro, même si la Grèce a des engagements qu'elle doit respecter. Avec le président Obama, oui nous avons parlé, de la situation de la Grèce, d'autant qu'un certain nombre de péripéties ou d'événements ont été constatés ces derniers jours. Et c'est le même attachement que nous avons formulé. Bien sûr que le président américain n'est pas partie prenante de la zone euro, et que c'est à la zone euro elle-même de trouver des solutions. Et aux Grecs de participer pleinement à ce qui est souhaité, mais je pense traduire la pensée du président américain, et je ne veux pas ici l'utiliser, pour dire que nous, collectivement, et nous le réaffirmerons au G8, en tout cas je le ferai, nous devons tout faire pour que les Grecs puissent rester dans la zone euro, et que nous puissions leur apporter notamment en termes de croissance, d'activité, d'investissements, les soutiens indispensables. Y aura-t-il une réunion ? C'est ce qu'il m'est demandé. Nous verrons bien, nous sommes à quelques-uns et beaucoup sont européens. Donc sans violer quel confiance que ce soit, je pense qu'il y aura nécessairement une réunion là-dessus, mais ce sera le même esprit, c'est-à-dire d'affirmer notre volonté, notre

souhait, et d'envoyer tous les signaux pour encourager cette position, cette décision, cette volonté de garder la Grèce dans la zone euro, même si ce sont les Grecs qui vont en décider.

QUESTION -- Je voudrais revenir un instant sur l'état d'esprit que vous avez évoqué lors de votre entretien. Le président et candidat Barack Obama avait aussi soutenu publiquement Nicolas Sarkozy lors de la campagne, par visio-conférence, est-ce que aujourd'hui président de gauche élu vous avez un conseil à lui donner pour battre son adversaire de droite ?

LE PRESIDENT -- Nous n'avons pas parlé de cela. Ni du passé, ni de l'avenir, je ne pense pas que ce soit notre rôle, à l'un comme à l'autre, de participer aux élections du pays dont nous ne sommes pas l'élu. Donc je n'ai pour moi aucune mémoire de ce qu'a pu faire Barack Obama, je ne suis pas sûr d'ailleurs que lui-même ait le souvenir qu'il a participé à la campagne française, vous lui poserez la question. Et pour ce qui concerne la campagne américaine, il ne m'a rien demandé. Et je n'aurais pas voulu lui faire du tort.

QUESTION -- Vous avez parlé de l'Iran et de la réunion de Bagdad du 23 prochain. Est-ce que vous avez senti vous-même, les Français et les Américains, inquiets d'une possible attaque israélienne sur l'Iran au cas où les négociations avec l'Iran ne marchent pas ?

LE PRESIDENT -- Nous, nous avons surtout parlé de la préparation de cette réunion de Bagdad et de la chance que nous voulons donner à la négociation. Et d'ailleurs, la France depuis mon élection fait tout pour que nous arrivions en cohérence à cette négociation pour être en position de force et faire que les Iraniens renoncent définitivement à chercher à accéder à la technologie nucléaire à des fins militaires. Donc nous ne nous sommes pas posé la question de ce qui se passerait en cas d'échec de la négociation, nous voulons donner à cette négociation toute sa place et toute sa chance. Et les Iraniens doivent bien le comprendre.

QUESTION -- Est-ce que vous avez évoqué la question du pétrole et des réserves stratégiques avec le président américain ?

LE PRESIDENT -- Non, pas dans l'entretien que j'ai eu. Nous le ferons sûrement ce soir au G8. Puisque vous m'interrogez sur cette question du pétrole, même si c'est pour savoir si nous en avons parlé, ma position est d'utiliser tous les instruments pour faire baisser le prix du pétrole. Et si l'utilisation des réserves stratégiques, dont ne m'a pas parlé le président Obama, était évoquée, je la mettrais au compte de tous ces instruments. Pour l'instant le prix du pétrole diminue, pas considérablement, sûrement y a-t-il quelques explications à trouver du côté du ralentissement économique, ce qui n'est quand même pas très encourageant. Et aussi d'une forme d'amélioration de la situation géopolitique.

QUESTION -- M. le Président, en juin 2003, après les incidents du G8 d'Evian qui avaient fait un blessé grave, vous aviez mis en cause l'efficacité et la légitimité du G8, je vous cite, c'était une interview au JDD. Vous disiez : « C'est un club de riches et de puissants qui émet des vœux et invite parfois à sa table les plus pauvres sans rien changer aux déséquilibres du monde. » A la veille de votre participation à ce G8, avez-vous changé d'avis aujourd'hui ?

LE PRESIDENT -- Non, mais il y a une différence, c'est que j'y suis maintenant. Ce qui peut me permettre, si j'en faisais le même constat, de faire bouger les choses. Je pense d'ailleurs que depuis 2003, il y a eu des évolutions, notamment le fait que, il y a eu depuis Pittsburg, le G20 qui a été fixé comme cadre de ce que peut être la relation multilatérale pour la régulation de l'économie. Ce qui fait que le G8 joue un rôle plus important sur le plan politique, mais je vous donnerai ma position après.

QUESTION -- Bonjour Monsieur le Président. L'Occident, c'est-à-dire aussi l'OTAN, l'ONU, sans parler de la Ligue arabe, ont fait preuve jusqu'alors, d'une grande impuissance face à la situation qui prévaut en Syrie, face à cette tyrannie de Bashar el-Assad. J'imagine que vous allez avoir une bilatérale avec Medvedev qui remplace son Président qui boycotte le G8 et l'OTAN. Est-ce que vous allez dire aux Russes qu'il serait bien qu'ils changent de jeu, peut-être d'approche du problème en ne soutenant plus ce régime et en essayant peut-être d'interférer ou le faire tomber ?

LE PRESIDENT -- La Russie sera représentée par M. Medvedev, qui jusqu'à récemment a été le Président de la Russie. Donc nous avons un interlocuteur, il n'y a pas de boycott de la part de la Russie. Nous dirons aux Russes tout le sens que nous voulons donner à la pression, via le Conseil

RUSSIE. NOUS DIRONS AUX RUSSES TOUT LE SENS QUE NOUS VOULONS DONNER A LA PRESSION, VIA LE CONSEIL DE SÉCURITÉ, SUR LA SYRIE. Et nous devons convaincre les Russes de s'associer pleinement à ces initiatives. Ensuite, c'est sur la Syrie elle-même, et sur son dirigeant, que nous devons faire l'action nécessaire. Il y a la mission de Kofi Annan, elle doit être menée jusqu'au bout, et ensuite le Conseil de sécurité sera de nouveau saisi. Mais je ne préjuge pas que la Russie sera pour toujours un élément protecteur. Comment protéger, d'ailleurs, un dictateur de cette sorte.

QUESTION -- J'ai rencontré ce matin un journaliste qui est en poste à la Maison blanche, à qui je demandais : « est-ce que vous pensez que les deux hommes vont se comprendre ? » Il m'a répondu : « vous savez on a déjà un socialiste à la Maison blanche. » Est-ce que c'est votre avis ?

LE PRESIDENT -- Est-ce qu'on a un socialiste à l'Elysée ? Oui. Mais, il est devenu le Président de tous les Français. Barack Obama est un Démocrate qui est le président de tous les Américains, et qui agit au nom des intérêts du peuple américain. Lorsque nous nous sommes rencontrés ce matin, nous n'avons pas parlé idéologie, nous n'avons pas parlé d'intérêts partisans. Tout à l'heure, il m'était posé une question sur le rôle de chacun dans une campagne électorale. Moi, je vous dis tout net que généralement, l'intervention de chef d'Etat ou de gouvernement étranger dans une campagne n'apporte que peu de confort et de réconfort à celui qui en est le bénéficiaire. L'expérience l'a prouvée. Il fallait mieux n'être soutenu par personne, pour être élu cette fois-ci, personne de l'étranger au sens de chef d'Etat et de gouvernement. Donc, nous avons parlé au nom de nos deux pays, avec une grande responsabilité. Nous évoquons la croissance, le risque pour la zone euro de l'aggravation de la situation en Grèce. Ce sont des sujets majeurs, qui ne peuvent pas attendre. Et moi je prends aujourd'hui la mesure de la situation. Cela fait quand même deux ans et demi que la question grecque est posée et nous sommes toujours devant ce risque d'une défaillance. Je ne veux pas mettre en cause ce qui s'est fait, mais enfin je fais le constat. Nous sommes devant une situation où la zone euro est devant sa propre responsabilité. Mais, ce qui était intéressant, et je n'ai pas eu de peine à convaincre le président Obama, il l'était déjà, les Etats-Unis sont également soucieux de faire qu'une solution soit trouvée pour la zone euro, et pour la croissance. Et là, nous étions en harmonie politique sur le principe suivant : tous les pays, aussi bien européens que ceux du continent américain, tous les pays doivent mettre en ordre leurs finances publiques, ceux qui sont concernés par une dette importante. Et tous les pays doivent aujourd'hui se convaincre que pour y parvenir -- ils ne sont pas tous convaincus -- il faut de la croissance. Mon rôle dans ces réunions qui vont avoir lieu tout au long de ces prochaines semaines, c'est de le rappeler, et c'est de faire en sorte qu'un pacte de croissance puisse être signé et proposé par l'Europe. Et les Etats-Unis sont également conscients que la croissance, y compris pour leur propre continent, est majeure.

QUESTION -- Vous revendiquez être un président normal. Est-ce que c'est facile d'être un président normal dans le protocole américain. Dans le même ordre d'idée, vous avez voyagé pour venir sur un avion construit par votre prédécesseur, Air Sarko One, est-ce que cet avion est normal et correspond à votre idée que vous vous faites d'un président normal ?

LE PRESIDENT -- Je vais faire une rectification, ce n'est pas Nicolas Sarkozy qui a construit l'avion, ce sont les ouvriers qui y ont contribué. Il se trouve que l'avion existe, et je ne vais pas le mettre au rebut, donc je l'ai utilisé. Qu'aurait-on dit d'ailleurs si je ne l'avais pas fait. Il y avait ce matériel, j'en aurais pris un autre ? Donc, je ne vais pas porter de jugement sur l'avion lui-même. Vous savez, maintenant, quand je prends l'avion je fais attention, la foudre peut également me frapper. Là, tout s'est bien passé. Voilà ce que je peux dire. Alors après, vous me dites : est-ce que le normal va avec le protocole ? Oui, j'ai l'impression que le protocole s'est adapté à ma normalité, ou ma normalité au protocole. Mais cela s'est fait, je dois dire, avec le Président Obama, dans une grande simplicité, et dans un dialogue qui a été direct, franc, et pas avec un luxe de précautions. Et depuis que je suis investi, c'est-à-dire peu de jours, je fais en sorte, à la fois d'assurer la dignité de la fonction, je représente la France, avec les ministres qui m'accompagnent. Nous sommes, ici, la France, et donc je dois me mettre au rang souhaité par mes compatriotes pour les représenter, et en même temps je dois le faire avec la simplicité et la proximité qui permet d'avoir le meilleur échange avec mes interlocuteurs.

QUESTION -- Monsieur le Président, je reviens sur l'Afghanistan, vous avez donc rappelé au

Président Obama votre position concernant le retrait militaire de la France. Comment cela s'est passé ? Est-ce que le Président américain s'est contenté de prendre acte de votre position ou s'est-il efforcé de vous faire changer d'avis puisque le thème n'est pas sans préconisation ? Et quand est-il de l'aide que vous avez évoqué pour l'après 2014 et la dimension financière qui est quand même un gros enjeu de toute cette affaire-là ?

LE PRESIDENT -- D'abord, je ne voudrais pas parler à la place du Président Obama, il s'exprimera quand vous l'interrogerez sûrement au Sommet de Chicago. Je vais vous dire ce que j'ai moi-même affirmé. Le retrait n'est pas négociable. Le retrait des forces combattantes est une décision de la France et cette décision sera appliquée. Ensuite, j'ai conscience que la France est dans une alliance, est engagée dans une opération depuis très longtemps donc elle doit faire ses choix en bonne intelligence, en bonne association avec tous ses alliés et notamment le partenaire américain et c'est la raison pour laquelle les troupes combattantes jusqu'à la fin 2012 restent, bien-sûr, dans le cadre de la mission qui leur a été confiée mais vous savez que, sur la zone de Kapisa, les troupes afghanes vont prendre le relais des troupes françaises permettant ainsi le retrait. J'en ai eu confirmation à la suite d'une conversation téléphonique avec le président Karzaï. Et ensuite, au-delà de la fin 2012, les effectifs résiduels seront simplement affectés à la logistique pour rapatrier nos matériels. Mais là encore, sous la protection de l'Otan, c'est-à-dire dans le cadre de l'ISAF. Quant à la formation qui, d'ailleurs, figure dans le traité qui a été signé par mon prédécesseur et le président Karzaï, traité qui sera ratifié par le Parlement français lorsqu'il aura été renouvelé pour l'Assemblée nationale, les missions donc de formation, essentiellement pour la police et les cadres de l'armée afghane, ces missions là aussi seront conduites dans le cadre de l'ISAF. Il n'y a aucune contrepartie. Ça fait suite à ce que la France et l'Afghanistan a déjà signé comme principe. Ensuite pour la contribution financière, là vous avez raison, il y a eu une demande qui nous a été adressée pour l'après 2014. Donc, nous avons entendu la demande. Voilà.

QUESTION -- Bonjour, Monsieur le Président, Hélène Fouquet pour l'agence de presse Bloomberg News. Deux questions. La première sur les réserves stratégiques de pétrole, est-ce qu'une utilisation de ses réserves pourrait intervenir au moment où arriverait l'embargo européen sur le pétrole iranien, à peu près à ce moment-là ? Et deuxième question concernant l'Espagne, il y a problème avec les banques espagnoles, est-ce que, pour éviter une contagion au niveau européen, les banques espagnoles devraient se recapitaliser selon vous ?

LE PRESIDENT -- Sur la première question, les réserves stratégiques n'ont pas été évoquées dans l'entretien. Donc, je ne peux pas vous en donner le détail. Nous en reparlerons au G8 peut-être. Mais, je ne peux rien vous dire là-dessus, ni sur le moment, ni sur l'ampleur, donc je vous répondrai plus tard. Sur l'Espagne, oui, je peux vous répondre. Il serait sûrement souhaitable qu'il y ait une recapitalisation, et sûrement nécessaire que cette recapitalisation puisse se faire par des mécanismes de solidarité européenne. Allez, Une dernière question pour ne vexer personne.

QUESTION -- Monsieur le Président, François Clémenceau pour le Journal du Dimanche. Lorsque vous êtes sorti de la Maison blanche, vous êtes passé devant le square Lafayette, vous avez la statue du général Lafayette, du général Rochambeau également. Vous connaissez l'Amérique, vous êtes déjà venu à titre personnel mais aussi en tant qu' élu. Quel est votre lien avec ce pays si vaste ? On a connu la relation qu'entretenait votre prédécesseur avec ce pays. Est-ce que vous, vous êtes de ce point de vue-là différent ? Est-ce que vous avez un attachement personnel avec ce grand pays ?

LE PRESIDENT -- Je connais les Etats-Unis depuis longtemps. La première fois que j'y suis venu, le président Obama a bien voulu le rappeler, c'était en 1974. Je faisais un voyage d'études sur les fast-foods qui n'étaient pas encore en France et qui existaient déjà aux Etats-Unis. Si j'avais voulu faire des affaires, voyez ce que j'aurai eu comme carrière. Donc, ce voyage d'études, de ce point de vue a été plus un voyage qu'une étude et m'a permis d'aimer les Etats-Unis. J'y suis revenu régulièrement. Récemment, j'étais à Détroit pour des raisons qui tenaient à l'implantation d'une entreprise américaine dans mon département de la Corrèze et c'était à un moment où l'industrie automobile était en pleine crise et où Détroit était frappé. Il l'est encore pour une part

par une terrible épreuve.

Oui, j'ai un attachement qui est multiple, qui est à la fois culturel, historique, personnel et donc je suis conscient que la relation entre la France et l'Amérique doit être une relation qui est à la fois une exigence parce que nous attendons des Etats-Unis à chaque fois qu'ils se placent sur les grandes causes, sur les grands sujets, la démocratie, les droits de l'homme, respect de la personne humaine et nous sommes à chaque fois déçu quand les Etats-Unis peuvent ne pas être sur cette ligne, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. De la même façon, je suis conscient que dans notre histoire, nous avons eu à la fois des solidarités très fortes et des moments où, en fonction des situations, il y a eu des conflits et des différends. Doit-on parler de ce qui s'était passé au moment de l'intervention en Irak ? Mais nous sommes sortis là aussi de ce temps-là. Et donc, je veux qu'entre la France et les Etats-Unis, il y ait à la fois cette amitié proclamée et cette franchise dans la relation. Et là, il se trouve que nous avons des convergences qui sont l'évidence sur la croissance, sur le rapport à la stabilité de la zone euro, sur la question de l'Iran, de la Syrie, sur même le développement, sur l'Afrique. Nous allons parler aussi de la question des femmes au G8. Donc, nous avons toutes les opportunités pour aller beaucoup plus loin. Il se trouve qu'il y a les élections. Vous parlez des élections américaines mais il y a aussi des élections en France. Je n'en parlerai pas ici, les élections législatives. Nous ne savons pas ce que nous pourrions faire. Mais je pense que nous devrions avoir un vote de cohérence mais ce sont les Français qui vont décider. Ici, c'est le peuple américain qui va décider. Donc, c'est après ces rendez-vous électoraux que nous pourrions avoir du temps. Mais jusqu'à ces moments-là, nous devons tout faire pour que le président Obama et moi-même, nous puissions être utiles, utiles à nos pays et utiles au monde. Pour terminer, quand la France et les Etats-Unis sont ensemble sur une grande question, elle peut trouver sa solution. C'est cela qui fait que la relation entre la France et les Etats-Unis est si importante et si décisive.

Merci, en tout cas d'avoir rappelé comme le président Obama l'avait fait le lien qui m'unit et qui n'est pas que gastronomique, je ne voudrai pas donner cette impression-là et je m'adresserai tout à l'heure à la communauté française qui vit aux Etats-Unis, plutôt à Washington, pour lui dire combien j'apprécie sa présence et notamment dans les relations culturelles et scientifiques. C'est très important parce que c'est sur ces terrains-là qu'entre la France et les Etats-Unis, nous pouvons multiplier les échanges. Et la présence de Françaises et de Français ici à Washington et je dirai la même chose pour les grandes villes américaines, c'est une chance considérable pour la France. Merci.